

Le Pacte fait sa dixième rentrée

3/5

RENTREE
SCOLAIRE

Depuis septembre 2014, le Pacte d'excellence sera passé entre les mains de trois ministres de l'Education. A l'occasion de la dixième rentrée de cette refonte complète de notre système éducatif, « Le Soir » passe cinq réformes à la loupe : rythmes scolaires, intégration des élèves à besoins spécifiques, plan de pilotage... Avec une question : est-ce que l'école va mieux aujourd'hui qu'hier ?

Apprendre avec la culture, l'autre défi du Pacte d'excellence

Discrètement mais sûrement, le Pacte offre à chaque élève un parcours d'éducation culturelle et artistique. Objectif : gommer les inégalités d'accès et renforcer les apprentissages. Avec 3 euros par élève et par an, les écoles doivent faire preuve d'imagination mais, souvent, ne se font pas prier.

REPORTAGE

ÉRIC BURGRAFF
CHARLOTTE HUTIN

Carlsbourg, mardi matin. Dans ce gros collège ardennais, une vingtaine d'enseignants des provinces de Namur et Luxembourg ont écourté leurs vacances pour s'offrir une formation Peca. P quoi ? Le « Parcours d'éducation culturelle et artistique », Peca pour les intimes, un des axes les plus discrets mais les plus intéressants du Pacte d'excellence.

Carlsbourg, donc. Ludivine Di Cuonzo, professeure de français dans le même collège, déléguée Peca pour son école, essuie les plâtres. « Tout est à faire », témoigne-t-elle. « Les mesures sont neuves, on prend langue avec les centres culturels de la région, on invite des artistes locaux, on tâtonne un peu, mais on est motivés. » Le plus difficile : « Faire passer le mot chez les collègues que le Peca dépasse largement le cours de français, pour concerner finalement toutes les disciplines scolaires... »

A 100 km de là, à Petit-Waret, Jo-

hanne Herpelin, institutrice maternelle, programme la troisième opération Peca de son école fondamentale. Elle faisait partie des pionniers quand, en 2021, la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) a engagé des référents culturels (ils accompagnent les équipes sur le terrain) et lancé des appels à projets. La première année, c'est tout naturellement vers la céramique – la fierté de la ville voisine d'Andenne – que les classes se sont tournées, en mode interdisciplinaire : ateliers artistiques, appel aux sciences naturelles et aux mathématiques pour construire des nichoirs en céramique... Tout autre chose l'an dernier avec un projet de chant choral sollicitant des compétences musicales, orthographiques, d'écriture, de mémoire... « Des projets comme ceux-là », précise Johanne Herpelin, « ça donne du sens à une visite de musée, ça incite des familles à se rendre dans des lieux où elles n'ont pas l'habitude d'aller. D'ailleurs, c'est souvent l'enfant qui y amène ses parents, parce qu'il a envie de présenter ce qu'il a vécu. »

Comment faire face au passage du numérique en secondaire en tant que parent ?

A dix jours de la rentrée scolaire, les portefeuilles souffrent. Principaux coupables, selon la Ligue des familles : les ordinateurs et tablettes qui prennent la place des crayons et cahiers. La dernière étude en date, menée auprès de 1.000 parents de l'enseignement francophone, révèle que 90 % des élèves de secondaire et 40 % des élèves de primaire ont besoin d'un ordinateur pour le travail scolaire. « A partir de la rentrée 2023 », constate Merlin Gevers, chargé d'études à la Ligue des familles, « les fournitures scolaires sont gratuites jusqu'en 2^e primaire. Il s'agit d'une avancée importante à saluer. Mais en parallèle, le numérique fait exploser la facture des parents. » Le responsable de l'association indique que les économies en papeterie sont ensevelies par les coûts du passage au numérique dès l'arrivée en secondaire. L'étude met en lumière un manque flagrant de dispositifs d'aide aux parents. La Ligue des familles explique que le soutien financier communautaire ne suffit pas : « Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a prévu, depuis la rentrée 2022, une aide de 150 euros à l'achat d'un ordinateur et un Fonds de solidarité pour les familles les plus pré-

carisées. Mais en pratique, ce soutien peine à arriver jusqu'aux ménages. » Selon l'enquête, seulement 3 % des familles ont perçu la somme en question. Il convient de rappeler les différentes stratégies mises en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) pour contrer la fracture numérique scolaire. Une première phase de solution, clôturée en 2021, consistait en une subvention directe aux pouvoirs organisateurs en vue de leur permettre d'acquérir des ordinateurs portables ou tablettes. Les 532 établissements concernés par cette mesure ont donc pu s'offrir 23.817 ordinateurs. Cela représente 7 % de la population scolaire secondaire. Une seconde phase, toujours en cours, prévoit, comme l'explique également la Ligue des familles, une aide de 150 euros par élève pour équiper ces derniers d'outils informatiques : 15 millions d'euros sont prévus annuellement à ces fins et toutes ces mesures ont permis l'acquisition ou la location de 55.513 appareils. La Ligue des familles demande d'en octroyer 19,3 millions, afin d'attribuer un budget numérique de 350 euros à chacun des 55.300 élèves qui entrent en secondaire chaque année. Au-delà des revendica-

tions du lobby des familles, la réalité est sans doute plus nuancée, en tout cas si l'on en croit quelques coups de sonde sur le terrain. Doris Fauconnier, enseignante de néerlandais à l'Athénée royal d'Ans, développe : « Notre école ne demande pas d'acheter des outils numériques. C'est plutôt le contraire. Elle essaie d'en fournir lorsque l'élève a des difficultés chez lui. Ça a été le cas lorsqu'on devait donner cours en ligne à temps plein ou un jour sur deux. » Et, d'un point de vue ludique, les parents semblent même ravis par cette évolution. « C'est une bonne chose » d'apprendre à se servir de l'informatique tôt, estime Nathalie Caruso, maman de quatre enfants. « Aujourd'hui, tout se fait avec la technologie et par internet. » Notons qu'à terme, l'objectif de la FWB est de fournir une machine pour chaque élève inscrit dans le secondaire.

ADRIEN HUBERTY (ST.)



« Le Peca », abonde Thierry Gridlet, référent culturel, « permet de donner à tous les élèves, depuis l'entrée en maternelle jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, un accès égal à l'art et à la culture à travers différents modes d'expression. Il renforce la dimension culturelle de tous les domaines d'apprentissage. » Et il fonde l'interdisciplinarité.

L'art et la pomme de terre

En mai 2022, dans la publication *Enseignement et apprentissages*, Laurie Simon, Sophie Bricteux et Emilie Carosin, chercheuses à l'UMons et l'ULiège, illustraient joliment le propos : « Quel est le dénominateur commun entre une pomme de terre, l'histoire, la science et... l'art », interrogeaient-elles. La réponse se situe dans la toile de Van Gogh *Les mangeurs de pommes de terre*. A partir de là, expliquaient-elles, « on peut donner un cours d'histoire sur les grands explorateurs (mais d'où vient donc la pomme de terre ?), aborder la pyramide alimentaire (est-il sain de manger beaucoup de frites ?), expérimenter les états de la matière (avec de la féculé de pomme de terre/amidon), mais aussi faire découvrir un artiste peintre renommé à ses élèves. »

Voilà pour la théorie. La pratique, elle, est une question d'argent et de volonté. D'argent, parce que pour soutenir la mesure, la Fédération Wallonie-Bruxelles rémunère des conseillers pédagogiques (les référents culturels) chargés de faire le lien entre les écoles et les opérateurs de terrain, et surtout, elle finance des appels à projets. Avec une enveloppe d'environ 3 millions d'euros cette année, ça fait un peu plus de 3 euros par élève. C'est peu, c'est mieux que rien... mais ça incite surtout les écoles à s'intéresser à des activités financées autrement.

« Nous visons à obtenir de chaque

établissement une activité intra-muros et une activité extra-muros par élève et par an », explique Emmanuelle Detry, responsable du secteur pour le Segec (l'enseignement catholique). « La seule véritable obligation pour lui, c'est de se mettre en marche, c'est de lancer son parcours d'éducation culturelle et artistique pour tous, avec des projets qui nécessitent un budget, et d'autres pas. Ce qui marche le mieux, c'est quand l'enseignant est proactif, s'approprie l'activité pour la mettre au service de sa matière. »

Julien Nicaise, administrateur délégué de Wallonie-Bruxelles Enseignement, abonde : « Généralement, le Peca est mieux implanté là où l'école se tournait déjà de manière proactive vers la culture. Dans d'autres endroits, c'était moins une habitude, mais maintenant qu'il y a un cadre et des moyens, on avance. »

On va doubler le budget

L'Administration générale de l'enseignement le confirme : ces deux dernières années, 97 % des écoles sont entrées en contact avec le monde culturel. « Même s'il faut nuancer ce constat par le fait qu'il s'agit parfois d'activités n'ayant cours que dans l'une ou l'autre classe d'un établissement, nous voyons une évolution significative. » Le chiffre est d'ailleurs appelé à grimper avec le budget : d'ici 2030, ce ne sont plus 3 millions d'euros qui seront disponibles, mais le double.

A ceux qui – à raison – soulignent la charge administrative de ces opérations, l'Administration rappelle que la concrétisation du Peca n'est pas nécessairement liée à des appels à projets : « De nombreux opérateurs et artistes sont aujourd'hui financés pour proposer aux écoles des activités gratuites. De plus, il ne faut pas non plus négliger la liberté propre à chaque école de choisir des opérateurs ou des interven-

Les écoles suédoises chassent les écrans et retournent au papier

Mise en place au début des années 2010, la politique de numérisation de l'enseignement suédois n'a pas convaincu. La rentrée scolaire de ce 21 août marque un tournant drastique

pour les écoles du pays. Elles font un bond dans le temps et retournent à cette époque où l'on apprenait encore à lire sur du papier, comme le rapporte *Ouest-France*. Un come-back des

blocs-notes causé par la baisse de niveau observée dans l'enseignement. La ministre de l'Education, Lotta Edholm, se désolait d'ailleurs, en mai dernier dans le quotidien *Da-*

gens Nyheter : « La génération du tout numérique a grandi. Et les doutes avec. Nous constatons une crise de la lecture. »

ADRIEN HUBERTY (ST.)